



COMPTE-RENDU DU 1^{ER} PARIS DEFENCE & STRATEGY FORUM, 13 & 14 MARS 2024, ECOLE MILITAIRE (PARIS)

PAR ALEXIS VAHLAS (REDS), ALLISSON DARRIBERE (REDS ETUDIANTE) & LEON MAULIN (REDS ETUDIANT)

* * *

La première édition du *Paris Defense and Strategy Forum* fut un véritable succès, rassemblant 2600 participants de 68 pays et proposant 65 panels différents associant et parfois confrontant les visions de militaires, diplomates, chercheurs et industriels de la défense. Voici un florilège des éléments de réflexion partagés par les intervenants.

1. ALLOCUTION INAUGURALE PAR GITANAS NAUSEDA, PRESIDENT DE LA LITUANIE

A la suite d'un mot d'accueil chaleureux du ministre des armées Sébastien Lecornu, le président Gitanas Nausėda a souligné le rôle central que prendrait l'espace baltique dans les discussions stratégiques, compte tenu des conflits dans l'ancien espace soviétique et de la longueur des frontières otaniennes et russe présentes.

2. KEYNOTE SPEAKER GENERAL STEPHANE MILLE, CEMAA: VERS UNE SOLIDARITE STRATEGIQUE EUROPEENNE COMMUNE POUR L'AIR ET L'ESPACE

Le Chef d'état-major de l'armée de l'Air et de l'Espace a présenté les trois facteurs permettant de renforcer la solidarité stratégique européenne. **Premièrement, le dialogue politique**, et il a rappelé à ce titre l'organisation en France en 2023 de la European Air Chief Conference (EURAC), l'existence du Commandement européen du transport aérien à Eindhoven qui rassemble 7 Etats (Allemagne, Belgique, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni) et peut assurer jusqu'à 50 missions par jour ainsi que les coopérations possibles autour du programme français de communication militaires Syracuse. **Deuxièmement, la préparation opérationnelle**, qui donne lieu à de plus en plus d'exercices communs tels qu'AsterX 2024 qui a regroupé 16 Etats à Toulouse. **Troisièmement, l'engagement opérationnel collectif**, comme le montre l'opération Aspydes avec cette facilité que permettent, même au sein de l'UE, l'interopérabilité obtenue grâce aux standards OTAN.

Les questions ont permis au chef militaire français de souligner l'importance de l'interopérabilité, du Système de Combat Aérien du Futur (SCAF) multinational et de l'intégration des bulles sol-air et air-air, ainsi que l'utilisation croissante des drones et des THA (Très hautes altitudes) entre 15 et 160km. IL a également confirmé que le conflit en Ukraine et la crainte de le voir déborder pousse les Etats à renforcer leur collaboration.

3. LES CONSEQUENCES DE LA GUERRE A GAZA POUR LE BASSIN MEDITERRANEEN

Pour **Amélie FEREY**, chercheuse au sein du Centre des Études de Sécurité, la question du double standard des Occidentaux revient toujours dans le dialogue avec les ONG des BRICS, qui s'étonnent d'une telle tolérance à l'égard d'Israël, tandis que la Russie salue l'action du Hamas. Elle constate une montée des interrogations sur la nature de l'Etat israélien tout comme sur la capacité de la cour suprême de retenir Tsahal. Elle rappelle l'arrêt dit Aharon Barak de 2006 qui montre comment une

démocratie fait la guerre avec une main dans le dos, ce qui a donné naissance au mouvement "Délions-nous" porté par ceux qui estiment qu'il faut se débarrasser des obligations de droit humanitaire imposées par Cour suprême. Elle précise enfin qu'Israël a besoin de se coordonner avec la Russie pour organiser ses frappes en Syrie contre les mouvements pro-iraniens. Pour le diplomate **Éric Danon**, la réconciliation implique de reconnaître la souffrance qu'on a infligé aux autres mais personne, selon lui, n'en est capable aujourd'hui. Dans le reste du monde, il lui semble que le Palestinien devient le symbole de la résistance à l'américanisation du monde. Il souligne enfin la différence posée par Churchill la morale et l'éthique: les bombe sur Hiroshima et Nagasaki font deux fois 100.000 morts, ce qui est immoral, mais c'est éthique si cela permet d'arrêter la guerre et d'éviter 1 million de morts.

Quant à **Céline Touboul Gal**, de l'ONG israélienne ECF, elle considère qu'il est de moins en moins probable qu'Israël parvienne à démanteler le Hamas et que les pertes civiles collatérales ne sont pas assez efficacement limitées même si c'est, dans une certaine mesure, un objectif d'Israël qui a des unités de Tshal responsables de réduire les pertes civiles.

4. QUEL AVENIR POUR LA BITD EUROPEENNE ?

Le chercheur de l'IHEDN **Julien Malizard** a insisté sur l'ampleur de l'augmentation des dépenses d'équipement en Europe, avec une hausse de 32% à l'ouest et de 54% à l'est depuis le début de la guerre en Ukraine. Cela se traduit par une explosion de l'industrie de la défense européenne.

Pour **Anne Fort** de la DG DEFIS de la Commission européenne, il faut souligner l'importance de plusieurs initiatives européennes, dont la création de la DG DEFIS et le programme ASAP (Act in Support of Ammunition Production) pour dérisquer les investissements européens dans la production de munitions (pour l'Ukraine), mais il faut plus de coopération entre Etats membres de manière à rationaliser l'offre et la demande, sécuriser les chaînes d'approvisionnement, faciliter le recrutement et assurer le financement.

Nicolas Grangier, de la DGA, affirme que l'économie de guerre, c'est produire plus, plus vite et moins cher. Il milite pour plus de simplification. Il livre une analyse des goulets d'étranglement et des capacités critiques de l'industrie, et milite pour une refondation du dialogue État-industrie. Il présente ensuite 4 priorités: simplifier les procédures (not. dans la capacité d'action de l'État pour commander, à l'instar des milliers de munitions récentes qu'il faut pouvoir commander plus vite; sécuriser les chaînes d'approvisionnements (not. par la relocalisation car en cas de conflit il peut y avoir soudainement des pénuries d'approvisionnement (titane)); faciliter le recrutement (une réserve industrielle doit permettre d'identifier les métiers en tensions et de recruter des personnels déjà compétents); financer (grâce à un accès au crédit et à des fonds propres et grâce à des investissements minoritaires de l'Etat qui peuvent être suffisants pour avoir un effet de levier et attirer d'autres investisseurs).

Vincent Thomassier, travaillant pour MBDA, estime que nous ne sommes pas en économie de guerre. De fait, Renault continue à produire essentiellement des modèles de voiture civile et ses ingénieurs ne se consacrent pas beaucoup à concevoir des outils militaires. Pour le marché militaire, il estime que MBDA et Airbus sont des modèles de réussite et qu'il est déterminant d'anticiper et d'investir dans la formation et les ressources humaines pour répondre à l'afflux de commandes. Comme exemple de réussite de MBDA, il mentionne le missile Aster, issu d'une coopération franco-italienne initiée dans les années 70 et qui est aujourd'hui l'un des meilleurs systèmes de défense solaire au monde

Le PDG de Naval Group **Pierre Eric Pommellet** affirme que la liberté nécessite la capacité de protéger les routes et échanges maritimes. Il note au contraire le retour des mines en mer noire. Il ajoute que l'usage massif des drones en mer noire et en mer rouge a des conséquences qui étaient sous-estimées et que cela constitue une rupture, même si les essais de drones iraniens avaient déjà été un avertissement.

5. VERS UNE CULTURE STRATEGIQUE EUROPEENNE COMMUNE ?

Portant la parole de l'Institut des relations internationales et de sciences politiques de Vilnius, **Margarita Seselgyte** souligne l'importance des États-Unis pour la sécurité de l'Europe et le fait que pour le président russe, les Etats-Unis sont la seule

chose qui compte. Elle va plus loin en estimant que nous sommes pris dans un conflit avec non seulement la Russie mais également les Russes qui ont subi un lavage de cerveau depuis des années, ajoutant que soigner un cerveau demande beaucoup de temps. Elle conclue que pour être écouté et respecté par la Russie, il faut être puissant sur le plans conventionnel et nucléaire.

Venant de l'Université finlandaise de Tampere, **Hanna Ojanen** affirme que nous vivons un changement stratégique total mais que le changement de la culture stratégique finlandaise n'est qu'à ses débuts: il ne s'agit plus de la défense du seul territoire de la Finlande mais de le défendre avec d'autres et de contribuer aussi à la défense des territoires des autres. On voit également apparaître des discussions sur la dissuasion nucléaire et une éventuelle relation bilatérale avec les Etats-Unis. Enfin, elle estime qu'afin de développer une culture stratégique européenne, il ne faut pas commencer avec un niveau d'ambition trop élevé et les questions les plus difficiles comme l'identification des (mêmes) menaces et conditions d'usage de la force.

On peut commencer par des questions plus ambitieuses. Elle rappelle la Stratégie européenne de sécurité de 2003 qui identifiait 5 menaces dont terrorisme alors que cela ne concernait pas beaucoup les Finlandais, plus portés sur la défense territoriale.

Quant à **Jacob Ross**, du German Council on Foreign Relations, il explique le réveil allemand de 2022 après avoir longtemps cru qu'il était absurde de consacrer 2% aux dépenses militaires et qu'on pouvait faire confiance à la Russie, avec en plus un certain sentiment de culpabilité vis-à-vis de Moscou. Selon lui, le rapprochement des cultures stratégiques peut être le résultat d'une *top-down approach*, ainsi que l'illustre le traité d'Aix la chapelle de 2019) mais il faut y ajouter une *bottom-up approach*, c'est-à-dire à partir d'expériences opérationnelles communes telles que Takuba ou la brigade franco-allemande. Aujourd'hui 72% des Allemands sont en faveur d'une augmentation des dépenses militaires, 86% en faveur d'une augmentation des livraisons d'armes à l'Ukraine, mais 72% demeurent contre l'exercice d'un leadership militaire par l'Allemagne.

Pour tous les participants au panel, il est clair que les pays européens sont confrontés à des défis communs et que la coopération, tant au niveau opérationnel que tactique, est essentielle pour relever ces défis et assurer la sécurité dans la région.

6.LA COOPERATION MARITIME UE-OTAN

Le contre-amiral Xavier Petit, de l'état-major de la marine, donne des exemples de coopération maritime européenne tels que le QUAD, EUROMARFOR ou encore la coopération dans la guerre contre les mines. Mais c'est toujours sur la base de standards OTAN, ce qui explique que la coopération avec les Etats-Unis constitue une priorité pour la marine française. Pour faire progresser l'interopérabilité, il évoque l'intégration de partenaires dans le groupe aéronaval français, tels que des frégates belge et italienne autour du porte-avions français. Un autre enjeu important est la connexion du monde militaire avec le monde maritime civil.

Henri SCHRICKE, de l'IHEDN, souligne l'avantage de l'UE qui peut mobiliser toutes sortes de capacités et qu'il y a un bon plan d'action accompagnant la stratégie de sûreté maritime UE. Les principaux défis sont pour lui l'ISR, la surveillance aéromaritime, ainsi que la coopération UE-UK.

7.KEYNOTE SPEAKER GENERAL PHILIPPE LAVIGNE, SACT

Il explique le tournant en cours à l'OTAN pour parvenir à "More, Faster, Everywhere". Cela répond à l'élargissement des champs de confrontation (attaque cyber, migrations de masse, désinformation, chantage énergétique, etc.). Pour ACT, cela donne lieu à des exercices multi domaines, pour synchroniser toutes les dimensions, notamment les environnements virtuels (et non plus seulement physiques et les opérations "pulsées" selon l'expression du CEMA américain Whitney. Un autre enjeu important pour ACT d'intégrer plus vite des capacités de rupture et savoir créer des dilemmes chez l'adversaire et "cesser de subir". Pour réussir tout cela, il estime fondamental d'avoir plus d'Europe dans l'OTAN.

8. LES STRATEGIES NARRATIVES ET DISCURSIVES DES REGIMES AUTORITAIRES ET DEMOCRATIQUES

Chercheur à l'IRSEM, **Paul Charon** insiste sur un point de terminologie et privilégie l'expression d'innovations discursive. Il cite les exemples de détournement de contes populaires, de caricatures, ou d'œuvres artistiques créées (exemple d'un artiste chinois représentant la pollution de l'océan par le Japon) ou détournées (le G7 représenté en Cène). Il met en garde contre des émissions chinoises telle que "Facts Tell" qui détourne le 'fact checking' occidental en présentant des manipulations et des extraits de déclaration sans contextualisation.

Sur le plan terminologique, la chercheuse au sein du Centre des Études de Sécurité **Amélie Ferey** préfère utiliser le terme 'récit' plutôt que 'narratif'. Elle oppose la 'stratcom' maîtrisée par les commandements et la 'communication opérationnelle' faite au niveau tactique et polluée par tous les témoignages individuels des téléphones portables. Revenant sur le conflit israélo-palestinien, elle rappelle le débat sur la directive israélienne Hannibal selon laquelle il faudrait appliquer la force maximale dès qu'il y a une prise d'otage et comment cela sert de justification au Hamas pour expliquer les civils tués (y compris pour les civils israéliens tués). La guerre de communication c'est également les images de ces otages bien traités et à qui on donne des calmants avant leur libération de calmants sur les otages libérés pour qu'ils apparaissent sereins et souriants. C'est aussi la frappe du 17 octobre sur l'hôpital Al-Alli, présentée comme une frappe israélienne faisant 300 morts. Il faudra 4 jours pour rétablir la vérité. Elle renvoie au document 'Our narrative', publié en arabe et en anglais par le Hamas en juillet 2024 et dans lequel il reconnaît la juridiction de la CPI. Côté israélien, elle évoque la référence à Amalek et le discours de Netanyahu du 28 octobre 2023 sur le sort des populations civiles palestiniennes, la volonté d'empêcher la communication sur son opération à Gaza en coupant Telecom avec Gaza, et la campagne de 7 millions de dollars sur des jeux vidéos pour montrer en Europe la violence des attaques du Hamas et comparant Hamas & ISIS.

9. KEYNOTE SPEAKER JEAN-YVES LE DRIAN, ANCIEN MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES AFFAIRES ETRANGERES

Il affirme que l'Europe se trouve à un carrefour, confrontée à un choix déterminant entre se diluer dans un ensemble hétérogène ou assumer une souveraineté stratégique, et ce alors que la sécurité européenne est gravement menacée par le retour de la guerre, elle-même alimentée par une idéologie expansionniste et révisionniste. On observe un effort méthodique de démantèlement des outils de régulation des conflits, tant en Europe qu'au-delà de ses frontières, avec des zones majeures touchées en dehors du continent, comme la mer Rouge et vers l'Iran. L'Iran émerge d'ailleurs comme un acteur majeur, profitant de la situation pour faire progresser son programme militaire nucléaire et gagner en stature face à Israël. Plus loin en Asie, un conflit à Taiwan pourrait entraîner une crise économique en Europe d'une ampleur sans précédent, avec des conséquences potentiellement dévastatrices. Parallèlement, les conflits territoriaux sur les frontières et les tensions liées à l'exploitation des ressources accentuent les défis auxquels l'Europe est confrontée. Cela amène à penser qu'il est impératif pour l'Europe de mobiliser les instruments de gouvernance mondiale pour maintenir la paix, même si l'ONU peut apparaître paralysée et inefficace en raison de vétos et d'une incapacité à se réformer. D'une manière générale, cette absence de système de gouvernance efficace crée un vide dangereux. Plus grave, des collaborations militaires sont en cours entre l'Iran, la Corée du Nord et la Russie, sous le regard attentif de la Chine. L'Europe a réalisé certains progrès, notamment en s'unissant dans ses décisions, en planifiant la réduction de sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie et en définissant des contours précis pour soutenir l'Ukraine. Elle doit maintenant relever trois défis majeurs: progresser en matière de sécurité et de défense, réinvestir dans la recherche et l'innovation pour redevenir un leader mondial, et défendre ses valeurs face aux attaques idéologiques anti-occidentales, tout en renforçant sa cyberdéfense.

10. EUROPE DE LA MER BALTIQUE : NOUVEAUX ENJEUX POUR LA DEFENSE EUROPEENNE

Le général Benoît Durieux, président de l'Académie de défense de l'École militaire (ACADEM) estime que depuis la fin des années 1990, les autorités européennes ont souvent cité la mer Baltique en exemple, la considérant comme un terrain propice à l'expérimentation de nouvelles approches communautaires. Sa géographie particulière, entourée de neuf États riverains autour d'une mer presque fermée, invite à la comparer à la Méditerranée et parfois même à un lac. Autrefois zone

tampon entre l'Est et l'Ouest, la mer Baltique est devenue, dans les années 1980-1990, un moteur de coopération entre divers acteurs, allant des municipalités aux États. La signature de la Convention pour la protection du milieu marin de la mer Baltique, également connue sous le nom de convention d'Helsinki, en 1974 et sa révision en 1992, ont marqué un tournant majeur, impliquant les États riverains alors en pleine guerre froide. Par la suite, la réunification partielle des deux rives et leur intégration progressive à l'UE ont donné naissance à diverses structures de coopération régionale, telles que l'Union des villes de la Baltique, le Conseil des États de la mer Baltique et Baltic 21. Cette évolution a renforcé le discours sur la transformation de la Baltique en espace de coopération, remplaçant ainsi l'imaginaire des rivages par celui des rives. Mais la mer Baltique demeure aussi marquée par les rivalités. Il y a encore des armes chimiques enfouies au fond de la mer et des bases militaires abandonnées sur certaines îles, à l'instar de Hiiumaa, deuxième plus grande île d'Estonie. Surtout, des conflits territoriaux perdurent, notamment autour du tracé du gazoduc Nord Stream, et la mer Baltique est aujourd'hui un lieu de confrontations indirectes, avec une présence croissante du hard et du soft power russe. Les États baltes, membres de l'UE et de l'OTAN, sont régulièrement confrontés à des provocations russes, telles que des incursions maritimes et aériennes. Des différends territoriaux persistent également entre le Danemark et la Pologne, ainsi qu'entre la Lettonie et la Lituanie.

11. LA DEFENSE DE L'EUROPE: HERITAGES HISTORIQUES ET PERSPECTIVES

Lara Piccardo, de l'Université de Gènes, a analysé l'origine très pacifiste des idées européennes en Italie, partant du Manifeste de Ventotene porté par Altiero Spinelli et de l'article 11 de la Constitution italienne qui dispose que "[l']Italie répudie la guerre en tant qu'instrument d'atteinte à la liberté des autres peuples et comme mode de solution des conflits internationaux". Selon elle, c'est l'un des facteurs de la difficulté d'accorder tous les États membres de l'UE sur une même perception des menaces. Elle évoque également les problèmes propres à chaque situation géographique, comparant l'importance du problème migratoire en Italie alors que cela ne concerne pas autant les États baltes.

En poste au sein de l'état-major de l'UE, le général **Jean-Philippe Leroux** a présenté les 4 axes de la boussole stratégique en tant que nouveau concept stratégique –agir, protéger, investir, coopérer– ce qui traduisait une base consensuelle importante entre les 27 États membres. Il a également salué le lancement de l'opération maritime Aspydes, dotée d'importants pouvoirs exécutifs. D'un point de vue plus général, il a plusieurs fois marqué l'importance de l'OTAN pour souligner que l'UE ne se construisait pas militairement contre l'Alliance atlantique.

12. KEYNOTE SPEAKER JEAN MARIE GUÉHENNO, ANCIEN DPKO DE L'ONU & PROFESSEUR A L'UNIVERSITE COLUMBIA

L'ancien chef du département de maintien de la paix de l'ONU considère que la France suscite l'intérêt lorsqu'elle permet à l'Europe de se rassembler, mais plusieurs facteurs menacent cet élan: une possible défaite de l'Ukraine, l'élection de Donald Trump et l'extension du conflit au Moyen-Orient. Ces événements remettent en question les principes fondamentaux de la construction européenne. Il ajoute que le double postulat sur lequel reposait la construction européenne est remis en cause: la sécurité ne peut découler de l'exemplarité européenne en tant que soft power et le rôle de garant américain n'est plus garanti. Cette fragilité interne de l'Europe, exacerbée par l'accumulation des menaces, soulève la question d'un possible sursaut européen ou d'un éclatement. Face à une situation exceptionnelle, un financement exceptionnel est nécessaire, et il est impératif que les Européens s'accordent sur la nécessité d'empêcher une défaite de l'Ukraine.

13. EVOLUTIONS ACTUELLES ET A VENIR DE L'ARCHITECTURE DE SECURITE TRANSATLANTIQUE

Sous-directrice Europe de la défense à la DGRIS, **Jeanne Laterrade** a porté une vision qui se voulait à la fois réaliste et optimiste, démontrant qu'il ne fallait pas opposer l'UE et l'OTAN qui travaillent le plus souvent en bonne complémentarité. Elle a cité à cet égard les nombreux projets de coopération, déclarations communes et coordinations opérationnelles qui se multiplient depuis 20 ans. Du côté de l'UE, elle a rappelé que 28 milliards d'Euros de matériel militaire ont été livrés à l'Ukraine et que la France est le 2^e contributeur au Fonds européen de défense (18%). Enfin, elle a insisté sur la mobilisation

occidentale qui est intervenue à partir de la fin 2021 pour éviter l'agression russe contre l'Ukraine, sans que jamais le président russe donne suite sérieusement aux offres de négociation.

La diplomate **Sylvie Bermann** est revenue sur la première phase de développement de la défense européenne, au lendemain du sommet de Saint-Malo de 1998, les difficultés posées par les Britanniques et Américains prompts à bloquer le développement militaire de l'UE dès lors qu'il y avait un risque de découplage d'avec l'OTAN, et le rôle important du HRU Solana qui parvenait à débloquer la situation du fait de sa connaissance de l'OTAN dont il avait été le secrétaire général. Elle a également rappelé le tournant qu'a constitué le soutien américain à l'opération militaire de l'UE Tchad, ce qui montre que les Etats-Unis soutiennent quand ce qui va dans le sens de la complémentarité et permet un meilleur partage du fardeau. Enfin, au sujet de la mort cérébrale de l'OTAN, elle a rappelé que le président Macron réagissait à l'illumination d'un navire français par un navire turc. Elle a conclu en affirmant qu'entre Américains et européens, c'est l'unité qui fait la force.

14.LA SUPERIORITE AERIENNE, PREREQUIS AUX ENGAGEMENTS MILITAIRES

Justin Bronk, du Royal United Services Institute, souligne que l'élection de Donald Trump aurait un impact sur la capacité des Etats-Unis à gérer les scénarios chinois et européen, mettant en lumière la dépendance actuelle vis-à-vis des forces aériennes américaines pour garantir la supériorité aérienne.

Représentant Airbus, **Antoine Noguier** évoque la montée des tensions et de son impact sur l'industrie, mettant en avant le risque d'escalade et d'effet de contagion dans un contexte de guerre multi-domaine. Il considère la supériorité aérienne comme préalable à toute action, ainsi que la nécessité d'avoir une stratégie à long terme pour faire face aux menaces actuelles et futures.

Le général Jean-Luc Moritz, responsable du développement du Système de combat aérien du futur (SCAF) présente l'adaptation des capacités de combat à l'environnement instable actuel, mentionnant les programmes NGWS et SCAF en coopération avec l'Allemagne et l'Espagne. Il insiste sur 5 points clés pour garantir l'efficacité des capacités de combat: la discrétion, la manœuvrabilité, l'armement, la diversité des drones de combat et la connectivité résiliente et directive.

15.KEYNOTE SPEAKER GENERAL ROBERT BRIEGER, PRESIDENT DU COMITE MILITAIRE DE L'UE

Il a rappelé les réalisations militaires récentes de l'UE qui lui semblent les plus significatives: boussole stratégique de 2022, premier exercice 'live' MILEX 2023 en Espagne, le lancement de l'opération Aspydes, la Facilité européenne de paix, PESCO, la capacité de déploiement rapide (CDR/RDC) avec l'objectif d'un *full operational capability* en 2025, l'établissement de la Capacité militaire de planification et de conduite (CMPC/MPCC), l'ambitieux plan de développement capacitaire de 2023, l'accroissement de la production de munitions (entre +22% et +30%), la première stratégie industrielle de défense (EDIS) d'un montant de 5,1 milliard d'Euros présentée en mars 2024. Il en conclue que nous devons nous préparer à vivre dans un environnement plus risqué et que l'UE dispose de nombreux outils qu'elle doit utiliser au mieux.

16.PERSPECTIVES POUR LA RELATION TRANSATLANTIQUE

S'exprimant au nom de l'ONG Atlantic Council, **Richard Hooker** a admis que l'ancien président Trump avait manifesté une réelle antipathie à l'égard de l'OTAN. En revanche, il estime qu'il n'y a pas un désintérêt général des Etats-Unis à l'endroit de l'UE, ne serait-ce que parce que c'est le premier marché mondial (25% plus important que le marché chinois) et que cela aussi est le bénéfice du lien transatlantique. Il considère que les Etats-Unis doivent soutenir l'OTAN par intérêt et non par altruisme et rappelle que sur les 31 brigades américaines d'environ 5000 hommes, seules 5 sont déployées en Europe. Il rappelle aussi que beaucoup des 'enablers' sont insuffisants aux Etats-Unis (transport aérien stratégique, transport maritime stratégique, communication sécurisée), ce qui rend encore plus nécessaire l'alliance avec les Européens. Il relativise aussi la dimension novatrice du contexte actuel: de tous temps les grandes puissances essaient d'augmenter leur puissance et leur influence et il n'y a rien de nouveau à voir de nouvelles générations vouloir modifier les axes de politique étrangère.

La chercheuse du *German Marshall Fund* **Alexandra de Hoop Scheffer** a évoqué le changement qu'induit la combinaison américaine du MAGA (Make America Great Again) party et du China first en terme de priorité stratégique, et ce d'autant que les enjeux de politique intérieure américaine déterminent de plus en plus la politique étrangère américaine: "from projection to protection". Elle s'inquiète aussi de cette logique transactionnelle qui s'installe à l'OTAN: la Turquie acceptant l'élargissement en échange de coopération contre des groupes d'opposition, les Etats-Unis prêts à soutenir l'Ukraine si les Européens soutiennent sa politique vis-à-vis de la Chine, etc. D'ailleurs, beaucoup d'Etats européens ne veulent pas se ranger sous commandement américain en mer rouge car ils désapprouvent la forte politique de soutien américain à Israël. Elle considère que l'OTAN est un objet de luxe pour les Etats-Unis car ils peuvent y diffuser leurs priorités comme on l'a vu pour la Chine qui est devenu un sujet de discussion et en profiter comme forum de commerce d'armement. C'est certainement la raison pour laquelle le Congrès a mis en place des barrières légales afin d'empêcher qu'un nouveau président américain décide trop rapidement un retrait de l'OTAN. Elle estime enfin que la France doit reconstruire ses relations avec à la fois les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Le chef du service Europe, Amérique du Nord et action multilatérale de la DGRIS **Alexandre Escorcía** rappelle les efforts faits par les Occidentaux pour éviter l'invasion russe de l'Ukraine, l'ambivalence des relations transatlantiques, sans omettre de souligner la mauvaise surprise qu'a été la conclusion d'AUKUS par des partenaires qui avaient caché à la France cette négociation pendant des mois. S'agissant du marché européen de l'armement, il considère qu'il faut concilier l'approche des industriels en faveur de la constitution de géants industriels et celle de la Commission européenne qui a une mentalité de mise en concurrence.

17. KEYNOTE SPEAKER GENERAL THIERRY BURKHARD, CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

Il insiste sur 4 marqueurs: la désinhibition de l'usage de la force qui l'emporte de plus en plus souvent sur le droit et qui implique de redonner leur légitimité aux organisations internationales; l'importance de l'information qui est très préoccupante car la guerre informationnelle pénètre facilement les sociétés occidentales; la volonté de contestation du système international et de l'Occident; le changement climatique et son cortège de problèmes (famine, migrations, etc.). La réponse française s'articule à partir de deux éléments: d'une part son modèle d'armée qui est celui d'un État doté capable de l'exercice d'une souveraineté entière et donc avec une capacité d'action militaire autonome, même si l'action en coalition est souvent privilégiée et, d'autre part, l'ambition de gagner la guerre avant la guerre mais demeurer apte à s'engager dans un conflit de haute intensité. Au niveau international, il estime qu'il faut plus d'autonomie stratégique européenne et que l'OTAN constitue le cadre de fabrication de notre Interopérabilité, les deux constituant deux réalités complémentaires puissantes. Il a souligné 4 enjeux africains importants pour la France: lutte contre le terrorisme, lutte contre les trafics, lutte contre les influences russe et chinoise, lutte contre les effets du changement climatique.

* * * * *